

sont mieux préparés pour le changement de leurs politiques.

Malgré la lenteur des processus, on constate des évolutions significatives: Individualisation, réduction du nombre des enfants dans les groupes, décentralisation et différenciation, travail en équipe, développement du secteur bénévole, augmentation du nombre des placements demandés par les parents, mise en place des principes de la convention des Nations Unies sur les droits des enfants. De l'autre côté, on décrit une augmentation explosive de la délinquance juvénile et beaucoup d'institutions établies dans des propriétés (châteaux et villas) collectivisées après la deuxième guerre mondiale doivent quitter leurs logements qui seront restitués aux anciens propriétaires.

La situation varie légèrement en fonction de l'ouverture de ces pays vers l'ouest avant les événements politiques de 1989/90.

Les pays qui étaient membres de la FICE durant les années 70 et 80 avaient moins de problèmes pour gérer le changement que les autres (cf. Judith Cseres, p. 78).

Néanmoins, les problèmes auxquels font face ces pays aujourd'hui sont dans l'ensemble les mêmes:

- Une situation économique désastreuse. Les institutions manquent d'argent, de personnel et de matériel.
- Une augmentation sensible de la délinquance juvénile due probablement aux déphasages dans le rythme de la croissance économique et du développement de la société.
- Des problèmes de cohabitation entre groupes ethniques et des problèmes avec les minorités comme p.ex. les gitans
- Les villas et châteaux qui ont abrité traditionnellement les grandes institutions doivent être restitués à leurs propriétaires sans qu'il y ait des alternatives de relogement. Pour celles qui continuent de fonctionner, l'argent pour la rénovation et le réaménagement fait défaut.
- Le rôle de l'école est encore très dominant: Elle fait partie intégrante de la plupart des grandes institutions. Souvent, les enfants handicapés dans leur grande majorité sont placés dans des internats.
- Les structures administratives changent trop lentement: Il y a souvent des conflits entre une direction autoritaire et les

éducateurs tentés par un vrai travail en équipe et des modèles de gestion plus démocratiques.

- Le nombre d'enfants dans les institutions est toujours très élevé et la relation enfants-professionnels est trop élevée
- Des divisions administratives arbitraires (catégories d'âge, ministères) Ainsi par exemple en Pologne et en Russie, les enfants entre 0 et trois ans sont admis dans des structures qui leur sont réservées pour être répartis après l'âge de trois ans sur d'autres institutions.
- Le niveau de qualification du personnel éducatif est toujours insuffisant
- Les enfants restent en général trop longtemps dans les institutions
- Le suivi des enfants quittant les institutions n'est plus garanti; avant, ces enfants avaient le droit à un logement modeste qui était mis à leur disposition par l'Etat.
- Les ONG ont du mal à se mettre en place et à compléter ou prendre la relève des services publics.
- Il n'y a pour ainsi dire pas de services dans le secteur de la prévention.

De l'autre côté, on assiste à des évolutions positives, hélas peu nombreuses:

- Décentralisation des grandes institutions
- Diminution du nombre d'enfants par groupe, augmentation du nombre des éducateurs.
- Mise en place d'une approche plus différenciée et individualisée par rapport aux enfants
- Reconsidération du rôle de la famille, travail avec les parents
- Efforts pour augmenter le nombre des éducateurs brevetés et d'améliorer la qualité de la formation
- Efforts pour changer les lois et règlements gérant l'aide à l'enfance
- Nombreuses références à la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant.

Face à ces tendances, Meir Gottesmann conclut qu'il faut essayer de rompre le cercle vicieux dans lequel se trouve l'éducation extrafamiliale. Son déclin semble être la preuve de son inefficacité et de nouveau, l'argument que la famille la plus mauvaise est encore préférable au meilleur foyer gagne des adeptes. Pour beaucoup d'enfants, les foyers resteront l'ultime possibilité pour leur garantir protection, éducation et liberté.